



Construction d'une école primaire et UAPE type  
préfabriqué modulaire

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES POUR CONSTRUCTION MODULAIRE  
PREFABRIQUEE EN ENTREPRISE TOTALE

Procédure ouverte soumise aux marchés publics

Adjudicateur	Commune de Duillier	
Renseignements	Madame Claudine Vanat Municipale	Tél : 022 361 57 56 Email : <a href="mailto:greffemunicipal@duillier.ch">greffemunicipal@duillier.ch</a>
CFC N° :	2, 3, 5 partiel	
Genre de mandat :	Constructions modulaires en Entreprise Totale : Planification du projet d'ouvrage et de réalisation, mise en service.	
Dépôt des offres :	Mardi 8 février 2022, 18h00 (au plus tard en main du MO)  Administration Communale (mardi de 13h30 à 18h, mercredi de 8h30 à 11h30 et jeudi de 7h00 à 12h) Chemin de Panlièvre 14 CH-1266 Duillier  avec la mention « NE PAS OUVRIR / Appel d'offres – Projet de construction d'une nouvelle école, Duillier »	
Ouverture des offres :	Ouverture non publique	
Recevabilité	<input type="checkbox"/> Recevable	<input type="checkbox"/> Non recevable
	<input type="checkbox"/> Retenue pour adjudication	<input type="checkbox"/> Non retenu

Entrée « Base »		Révisée
Formule de location	Montant	
Montant HT	CHF	
Rabais : ..... %	CHF	
Escompte : ..... %	CHF	
Montant net forfaitaire	CHF	
TVA 7.7 %	CHF	
<b>Total TTC</b>	<b>CHF</b>	

Soumissionnaire : Nom

Adresse

Responsable

e-mail

Date et  
téléphone

signature(s)\*

\* En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**CONTENU**

1	APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE	4
2	INFORMATIONS GENERALES	4
3	CONDITIONS DE PARTICIPATION	5
4	EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE	10
5	ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE	16
6	PRIX DE L'OFFRE	17
7	MONTANT DE L'OFFRE ET CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT D'ET CONSTRUCTION MODULAIRE	19
8	CAHIER DES CHARGES	20

**A. ANNEXES LIEES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION DE L'OFFRE  
(ANNEXES A REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)**

**Les annexes figurent dans le présent document après le chapitre 6 et, une fois dûment complétées, constituent le dossier d'offre du soumissionnaire.**

**A.1 Conditions de participation**

- ☒ Annexe P1 (*attestation sur l'honneur*)
- ☒ Annexe P4 (*caractéristique du soumissionnaires*)

**A.2 Pour les critères d'aptitude**

- ☒ Annexe Q1 (*organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client*)
- ☒ Annexe Q2 (*organisation interne du candidat, sous la forme d'un organigramme structurel d'entreprise*)
- ☒ Annexe Q3 (*concept santé, hygiène et sécurité au travail de l'entreprise*)
- ☒ Annexe Q5 (*contribution à la composante sociale du développement durable*)
- ☒ Annexe Q6 (*contribution à la composante environnementale du développement durable*)
- ☒ Annexe Q8 (*liste de références et leurs caractéristiques*)

**A.3 Pour les critères d'adjudication**

- ☒ Annexe R1 (*montant de l'offre de base*)
- ☒ Annexe R6 (*nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R8 (*répartition des tâches et des responsabilités*)
- ☒ Annexe R9 (*qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R13 (*dossier technique pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R14 (*degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter*)
- ☒ Annexe R15 (*annonce des sous-traitants*)

**A.4 Autres annexes**

- ☒ Annexe R1 (*liste de prix unitaires pour options*)
- ☒ Annexe Z1 : Marge ET pour les modifications de projet

**B. ANNEXES COMPRISES DANS LE DOSSIER (remis aux soumissionnaires) :**

- ☒ Annexe 01 Document d'appel d'offres (présent document)
- ☒ Annexe 02 Fichier R1 Excel
- ☒ Annexe 03 Programme des locaux
- ☒ Annexe 04 Modèle de contrat ET
- ☒ Annexe 8.9 Dossier de l'architecte
- ☒ Annexe 8.10 Dossier ingénieur Civil
- ☒ Annexe 8.12 Dossier Ingénieur E
- ☒ Annexe 8.13 Dossier Ingénieur CVC
- ☒ Annexe 8.14 Dossier Ingénieur S

**C. INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :**

- ☒ <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/communes/formation-jeunesse-culture-eglises/collaboration-etat-commune-pour-lecole-obligatoire/constructions-scolaires/> (*règlement sur les constructions scolaires primaires Etat de Vaud*)
- ☒ [www.ecobau.ch](http://www.ecobau.ch) (*eco-devis et fiches CFC*)
- ☒ <http://www.bbl.admin.ch/kbob/00493/00502/index.html?lang=fr> (*recommandation relative aux honoraires, frais, renchérissement de la KBOB*)
- ☒ [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (*Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics*)
- ☒ <https://www.bsvonline.ch/fr/prescriptions/> : *directives AEA*

**D. DOCUMENTS A RENDRE PAR LES SOUMISSIONNAIRES :**

**Tous les documents doivent être : datés, timbrés et signés.**

- ☒ Document d'appel d'offres (présent document)
- ☒ Toutes les annexes du point A ci-dessus
- ☒ Annexe 03 Projet de contrat d'entreprise du soumissionnaire (non rempli)
- ☒ Plan d'installation de chantier et mode de pose des modules
- ☒ Plan de paiement
- ☒ Planning des travaux

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**1 APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE**

Cet appel d'offres est réservé aux entreprises totales (ET) capables de réaliser l'ensemble des études de projet, y compris suivi des charges du permis de construire, puis la construction et la mise en service de l'ouvrage en système de construction modulaire pour un prix forfaitaire selon la formule "Clé en main" en choisissant, mandatant et coordonnant elles-mêmes les mandataires professionnellement qualifiés comme les architectes, ingénieurs civils, ingénieurs CVSE – MCR et tous autres spécialistes. Non compris les fondations.

Le soumissionnaire doit posséder les compétences suivantes :

- **2 références récentes** pour des ouvrages réalisés **en système modulaire préfabriqué en entreprise totale**, remplissant les 2 conditions suivantes :
  - (a) datant de moins de 10 ans (date de réception de l'ouvrage faisant foi)
  - (b) en rapport ou équivalentes en importance avec le marché à adjuger, « En rapport ou équivalentes en importance » signifie une surface de plancher SP d'environ 1'000 m2.

**En cas de non remise d'un document en lien avec cette condition, l'adjudicateur ne procédera à aucune demande auprès du soumissionnaire concerné avec indication d'un délai supplémentaire pour fournir le document manquant. L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas cette condition et notifiera par écrit sa décision au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) (voir § 4.15)**

**2 INFORMATIONS GENERALES****2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur**

Le Maître d'ouvrage (MO) est la commune de Duillier

**Commune de Duillier**  
**Chemin de Panlièvre 14**  
**CH - 1266 Duillier**

<mailto:greffemunicipal@duillier.ch>

**2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure**

**Institut pour l'Economie et la Construction SA (IEC sa)**  
**Rue des Terreaux 23**  
**CH - 1003 Lausanne**

<mailto:guy.dunand@iecweb.ch>

**2.3 Nature et importance du marché**

- ☒ Descriptif complet du marché décrit au § 8.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**2.4 Autres informations concernant le marché**

Afin de pallier au manque d'un certain nombre de salles de classes primaires, la commune de Duillier prévoit la construction d'un nouveau bâtiment et ces locaux, d'une surface approximative de plancher (SP selon la norme SIA 416) de 1'000 m<sup>2</sup>, sont prévus pour 6 classes primaires, 1 UAPE.

Cette nouvelle construction implique la déconstruction de 2 bâtiments existants et la mise en place d'un pavillon provisoire qui ne font pas partie des prestations demandées dans le cadre de cet appel d'offres en marché public.

L'ensemble des études nécessaires pour l'établissement de ce bâtiment scolaire à effectuer par des architectes, ingénieurs civils, ingénieurs CVSE-MCR, ingénieurs sécurité et tout autre mandataire utile fait également partie des prestations à fournir pour répondre à cet appel d'offres.

L'ensemble des infrastructures de fondations, des aménagements extérieurs et d'alimentations des réseaux sont fournis par le MO, sur indication de l'adjudicataire. Les travaux de démolition de 2 bâtiments sont également pris en charge directement par le MO.

La forme du marché retenue pour la planification, la réalisation du projet aboutit à une construction « **clefs en mains** » type modulaire préfabriqué, conclue avec un contrat d'entreprise de type forfaitaire.

L'entreprise retenue par le MO sera chargée de la mise au point du projet d'ouvrage sur la base des documents d'appels d'offres, du projet d'exécution et de la réalisation clés en mains de l'ouvrage, et remis au MO, selon les modalités du projet de contrat ([annexe 04](#)) à proposer par l'entrepreneur.

Permis de construire / déconstruire :

Le dossier d'autorisation de construire sera déposé par le MO, y compris déconstruction des bâtiments 61 et 375.

Délais principaux :

- Lancement de l'appel d'offres	23.12.2021
- <b>Délai de remise de l'offre</b>	<b>08.02.2022</b>
- Adjudication	01.03.2022
- Demande d'autorisation de construire	janvier 2022
- Début des travaux de construction des classes	mi-avril 2022
- <b>Remise définitive des locaux impérative</b>	<b>juin 2023</b>
- Mise en service	juillet. 2023

Le respect des délais est impératif et fait partie intégrante de l'adjudication, sous réserve du délai d'octroi du permis de construire par les autorités et du crédit de construction.

**3 CONDITIONS DE PARTICIPATION****3.1 Délai pour la remise des offres**

L'offre peut être envoyée par poste, mais doit être en mains du mandataire de l'adjudicateur au plus tard le :

**Mardi 08.02.2022 à 18h00**

auprès de

**Administration communale de Duillier**  
**Chemin de Panlièvre 14**  
**CH-1266 Duillier**

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**3.2 Présentation de l'offre**

Le soumissionnaire doit déposer son offre sous forme papier en **2 exemplaires**.

Le soumissionnaire doit aussi fournir son offre numérisée sous forme d'une clé USB.

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur (voir § A, page 2 du présent document). Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

**3.3 Recevabilité de l'offre**

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres provenant de soumissionnaires qui

- respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui sont arrivées dans le délai imposé, signées et datées et les conditions d'aptitude du §1,
- sont présentées dans la langue imposée (français) pour tous les documents,
- sont accompagnées des annexes P, Q et R dûment complétées, liste des prix unitaires comprise, des attestations demandées, dans la forme et à l'adresse fixées,

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

**3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres**

La présente procédure ouverte pour la construction d'un ouvrage type modulaire est soumise aux différents règlements et accords sur les marchés publics.

**Le dossier complet est téléchargeable sur le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch)**

Si le soumissionnaire télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit pour autant qu'il ait rempli complètement et correctement le formulaire d'inscription du site internet. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier.

Les soumissionnaires sont aussi responsables de s'informer sur ce site des réponses aux questions.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet. Le soumissionnaire l'introduira après avoir cliqué sur le lien « Forum et téléchargement » en bas de la page du site Internet.

Si le soumissionnaire ne souhaite pas ou ne peut pas télécharger le dossier, il peut le demander par écrit à l'adjudicateur (**à l'adresse sous le § 2.2.**) jusqu'à la date fixée au § 3.1. Le dossier sera transmis sous la forme de clé USB. Toutefois, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins deux semaines avant la date fixée au § 3.1.

**3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier**

Ne s'applique pas.

**3.6 Motifs d'exclusion**

Outre les motifs de non-recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, site internet, etc.) ou sous forme papier.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

**3.7 Conflit d'intérêt**

Ne s'applique pas.

**3.8 Incompatibilité**

Liste des bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom du bureau	Type de prestation
IEC SA CH – 1001 Lausanne	Mandataire du MO pour la gestion globale de l'appel d'offres pour constructions modulaires
Cad Design Architecte CH – 1006 Lausanne	Mandataire du MO pour le dossier d'enquête, le dossier d'AO architectural, Avant-projet fonctionnel.
FLK Ingénieurs Civils Sàrl CH – 1196 Gland	Mandataire du MO ingénieur civil pour la réalisation des fondations et les fouilles des services, canalisations
Ingénierie CVC Sàrl CH – 1040 Echallens	Mandataire du MO ingénieur CV pour les installation CV, MCR
Crottaz Consulting CH – 1306 Daillens	Mandataire du MO ingénieur S pour les installations S
AD Engineering CH – 1026 Denges	Mandataire du MO ingénieur électricien pour les installations électriques, le raccordement au réseau électrique et fibre optique

Toute personne, entreprise et bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

**3.9 Nombre d'offres**

Le soumissionnaire doit participer à la procédure en tant qu'entreprise individuelle. Les associations d'entreprises ne seront donc pas acceptées (voir § 3.10) et entraîneront l'exclusion du soumissionnaire.

La sous-traitance est admise selon le § 3.11.

Pour un marché déterminé, une entreprise ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire. Les entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'une seule succursale ou filiale.

Les entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'une seule succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale. Cela concerne aussi les sous-traitants.

**3.10 Consortium d'entreprises**

L'association d'entreprises n'est pas autorisée. Pour un ouvrage de cette importance, le MO tient à

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

signer un contrat de d'entreprise avec un constructeur unique.

### 3.11 Sous-traitance

La sous-traitance est admise pour autant que cela ne nuise pas à la saine et efficace concurrence et que cela ne crée pas une position cartellaire.

Le soumissionnaire devra indiquer sur l'**annexe R15**, quels sont les prestations de services qui seront sous-traitées, ainsi que le nom et l'adresse des sous-traitants auxquels il entend recourir.

Dans le cas, où le soumissionnaire ne couvre pas en interne les prestations ci-dessous, il devra impérativement mentionner les sous-traitants suivants s'il s'agit d'un bureau ou d'une entreprise externe.

Dans le cas où le soumissionnaire couvre en interne certaines prestations ci-dessous, il est demandé à ce qu'il le précise de manière claire dans son dossier d'offres :

Prestations de services	Travaux
<ul style="list-style-type: none"> <li>- a) Architecte(s)</li> <li>- b) Ingénieur(s) civils(s)</li> <li>- c) Ingénieurs CVSE-MCR</li> <li>- d) Chargé(s) du suivi environnemental</li> <li>- e) Physicien du bâtiment</li> <li>- f) Ingénieur Sécurité Feu</li> <li>- g) Spécialiste acoustique</li> </ul>	

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive. Il appartient au soumissionnaire de s'entourer de tous les spécialistes requis par le projet.

Etant donné que la réalisation de l'objet mis en appel d'offres sera confiée à une entité de construction, l'adjudicateur a des exigences particulières concernant les sous-traitants.

L'art. 1.5 des conditions générales pour l'exécution des travaux de construction du canton de Vaud est applicable. Par extension, l'adjudicateur exige également du soumissionnaire les conditions suivantes :

- Le soumissionnaire s'engage à ne sous-traiter qu'à des bureaux et des entreprises qui correspondent aux exigences des lois et règlements en vigueur, et aux conditions de participation (voir **annexe P1**).
- Le soumissionnaire doit transmettre au MO la liste des sous-traitants retenus (**annexe R15**), et doit prévoir en cas d'adjudication de transmettre toutes les attestations de conformité de ceux-ci.
- Les mandataires a) architecte(s), b) ingénieur(s) civil(s) et c) ingénieurs CVSE-MCR ne peuvent être sous-traitant qu'auprès d'un seul soumissionnaire.
- Un mandataire sous-traitant qui n'aurait pas été mentionné lors du dépôt d'une offre pourra être refusé par l'adjudicateur s'il ne remplit pas les conditions de **l'annexe P1 ainsi que la non-transmission de l'attestation de respect des conventions collectives du second-œuvre vaudois (CCT-SOR)**.



Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est le français.

**3.13 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

**3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par le soumissionnaire, adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive du soumissionnaire.

Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

Le droit d'auteur sur les projets reste propriété des participants à l'appel d'offres. Les documents du candidat retenu par le MO restent la propriété du candidat.

**3.15 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est de **12 mois**.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

**3.16 Options constructives de la part du soumissionnaire**

Néant. Pour rappel, une entreprise ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire.

**3.17 Indemnisation**

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

**3.18 Marché divisé en lots et offres partielles**

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché de base décrit. Les offres partielles ne sont pas acceptées. Elles seront exclues de la procédure.

**3.19 Forme du contrat**

Le contrat comprendra le dossier de projet de l'ouvrage, dossier d'exécution, réalisation de l'ouvrage, mise en service.

L'adjudicateur passera donc un **contrat d'entreprise à un prix forfaitaire** pour la réalisation « clé en main » de l'ouvrage selon la base du contrat de l'**annexe 04, proposé par le soumissionnaire et finalisé avant adjudication avec le MO**. Le montant forfaitaire à prendre en compte dans le contrat sera celui que le soumissionnaire remplira au § 6.2.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**3.20 Taxe sur la valeur ajoutée**

Tous les montants indiqués sont considérés hors taxes (HT).

Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC).

**4 EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE****4.1 Bases légales**

La procédure est :

- soumise à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- soumise à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002 ;
- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.95 ;
- soumise à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95, état au 01.01.2007 ;
- soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- soumise à la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics ;
- soumise aux Lois, ordonnances et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

**4.2 Engagements de l'adjudicateur**

L'adjudicateur s'engage auprès des soumissionnaires à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du soumissionnaire ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

**4.3 Délai pour poser des questions**

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

**Lundi 17 janvier 2022 à 12h00**

Auprès de :

**Les soumissionnaires posent leurs questions sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)**

**L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées sur le site internet SIMAP.CH dans le délai fixé sur ce même site** (attention : la longueur du champ est au maximum de 250 caractères). L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone, par fax, par courrier postal ou courriel. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

Ce dernier répondra aux questions, dans un délai de 5 jours ouvrables après le délai pour poser les questions, par courriel et donnera également la réponse aux autres soumissionnaires invités.

---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Un 2<sup>ème</sup> tour de questions n'est pas prévu.

#### 4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ou visite du site d'exécution ne sera organisée.

Les soumissionnaires sont libres de se déplacer sur le site.

#### 4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'adjudicateur. Cependant, il ne sera transmis qu'une fois les éventuelles auditions passées.

#### 4.6 Audition des soumissionnaires

En principe, aucune audition n'est envisagée. Toutefois,

- l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.
- les soumissionnaires sont priés de réserver la date du **Lundi 21 février 2022** pour une éventuelle audition.

Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

#### 4.7 Evaluation des offres et des variantes

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur le dossier d'offre, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur.

L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement (voir § 4.8).

L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité du comité d'évaluation (voir § 0). L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

L'adjudicateur a décidé d'ajouter les points acquis avec les critères d'aptitude (**annexes Q**) et les points acquis avec les critères d'adjudication (**annexes R**).

#### 4.8 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication figurent ci-dessous sans indication de pondération. Un critère d'adjudication peut être divisé en éléments d'appréciation. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères principaux.

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence.

Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères principaux.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

Barème de pondération des critères de base utilisés pour les prestations d'Entreprise Totale pour constructions modulaires			
<b>1</b>	<b>Prix</b>		<b>35%</b>
1.1	Montant de l'offre financière en rapport avec le cahier des charges (Formulaire R1)	Montant de l'offre financière globale avec analyse de sa crédibilité.	35%
<b>2</b>	<b>Organisation pour l'exécution du marché</b>		<b>25%</b>
2.1	Nombre, planification et disponibilité des moyens et des ressources pour l'exécution du marché (Formulaires R6, R8 et R15)	Annonce des moyens et ressources prévues pour l'exécution du marché ainsi que leur planification et crédibilité par rapport aux exigences et contraintes du cahier des charges. Annonce des sous-traitants principaux pour la réalisation structurelle du marché (bois, béton, façades) Organisation mise en place	10%
2.2	Qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (Formulaire R9)	Qualités des 3 personnes-clés pour exécuter le marché selon les exigences et contraintes du cahier des charges, avec copie des certificats et diplômes. Vérification des curriculum vitae notamment sous les angles des qualifications, de la formation, des expériences, de la disponibilité et de la mobilité, ainsi que du respect des délais, de la maîtrise des coûts, de la gestion de projet et de la gestion de la qualité.	15%
<b>3</b>	<b>Qualités techniques de l'offre</b>		<b>25%</b>
3.1	Qualités techniques de l'offre (Formulaires R10, R13 et R14)	Qualités techniques de l'offre	25%
<b>4</b>	<b>Organisation de base du candidat</b>		<b>10%</b>
4.1	Organisation, qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (Formulaires Q1, Q2 et Q3)	Certification qualité officielle, en cours de certification ou présentation succincte de l'organisation qualité propre à l'entreprise qui démontre que le soumissionnaire s'est organisé et prend des mesures internes pour satisfaire les exigences administratives du client (type ISO ou équivalent). Application d'un plan santé, hygiène et sécurité au travail	5%
4.2	Contribution du soumissionnaire à la composante sociale et environnementale du développement durable (Formulaire Q5 et Q6)	Présentation succincte de la gestion de l'entreprise concernant sa responsabilité sociale (ressources humaines, formation continue, formation spécifique sur le développement durable, égalité des chances, recherche et développement, sécurité au travail) et environnementale. Certification de qualité officielle dans le domaine social et environnemental ou en cours de certification dans l'entreprise, type Eco Entreprise ou équivalent.	5%
<b>5</b>	<b>Références</b>		<b>5%</b>
5.1	Quantité et qualité des références (Formulaires Q8)	Sous-critère: Pertinence des 2 références de l'ET (similarité au projet, aux plans d'affectations, techniques, et volume financier)	5%
<b>Total</b>			<b>100%</b>

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**4.9 Barème des notes**

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un soumissionnaire reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un soumissionnaire dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres soumissionnaires, ce soumissionnaire est jugé moins bon sur certains aspects.

La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46), notamment pour le prix. En cas de nécessité, le comité d'évaluation se réserve le droit d'utiliser les ½ points.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

Vous trouvez ci-après les appréciations générales déterminant chaque note :

**Annexe T1****Barème des notes**

0		⇒	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	⇒	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

*CROMP – Guide romand pour les marchés publics*

**4.10 Notation du prix**

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T3** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 3, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 3. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

(pour plus d'informations se référer aux annexes T5 et T6 du guide romand  
[https://www.simap.ch/documents/sites/documents/VD/Preface\\_Guide\\_Romand.html](https://www.simap.ch/documents/sites/documents/VD/Preface_Guide_Romand.html))

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^3 \times 5$$

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**4.11 Comité d'évaluation**

Le Maître d'ouvrage est la commune de Duillier, représentée Mme Vanat, Municipale, et par un ou plusieurs autres représentants de la Municipalité.

Pour le développement de ce projet jusqu'au lancement du présent appel d'offres, la Municipalité a été appuyé par un groupe de travail.

Le MO a délégué au total 2 membres, issus des municipaux pour constituer le comité d'évaluation. Ce comité procèdera lui-même à l'évaluation des offres, notamment avec l'aide du bureau d'assistance à Maître d'ouvrage (BAMO assurée par IEC SA) et des autres mandataires ayant participé à l'établissement des documents d'appels d'offre (voir § 3.8). Il se réserve le droit de faire appel à des experts externes.

**4.12 Modifications de l'offre**

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un soumissionnaire ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

**4.13 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur**

En cours de procédure, l'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. L'adjudicateur indiquera alors, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires ayant correctement et complètement rempli le formulaire d'inscription du site internet SIMAP.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procèdera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision, sans possibilité de recours.

**4.14 Interdiction de négociations**

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procèdera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition. L'interdiction de négociation n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

**4.15 Contrôle et explications de l'offre**

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul seront corrigées.

Si l'adjudicateur estime que des justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

**4.16 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales**

**L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les conditions fixées dans le § 1 et notifiera par écrit sa décision au(x) soumissionnaire(s) concerné(s).**

S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou de prendre une décision d'interruption et de renouvellement, s'il le juge nécessaire, de la procédure.

**4.17 Décision d'adjudication**

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque soumissionnaire recevra un tableau d'analyse multicritères, qui indiquera les résultats de son dossier d'offre comparé au candidat adjudicataire.

**4.18 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

**4.19 Voies de recours**

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente (généralement le Tribunal administratif cantonal) dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

**4.20 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des soumissionnaires lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication ; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si les conditions d'exécution ne sont plus réunies, selon les articles correspondants de la Loi vaudoise sur les Marchés Publics (LMP) et son règlement d'application RLMP.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**5 ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE**

**En signant la page de garde et en déposant son offre, le soumissionnaire certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre.**

**Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :**

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- j) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- k) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- l) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- m) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;
- n) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- o) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- p) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total ;
- q) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- r) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.
- s) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- t) en cas d'adjudication, il s'engage à signer un contrat d'entreprise.



**6 PRIX DE L'OFFRE****6.1 Poste compris le montant du loyer mensuel**

**L'adjudicateur a établi une estimation financière du projet à +/- 15%**

Mandat de l'ET construction modulaire comprend les lots suivants

- les travaux de construction (CFC 2)
- les équipements d'exploitation (CFC 3)
- les frais secondaires sans les honoraires du MO et ses mandataires ainsi que les taxes (CFC 5 partiel)

Hors mandat ET construction modulaire :

- les travaux préparatoires (CFC 1)
- les aménagements extérieurs (CFC 4)
- les frais secondaires (CFC 5 partiel) : Honoraires MO et ses mandataires ainsi que les taxes de raccordement
- le mobilier scolaire (CFC 9)

**6.2 Calcul du montant de l'offre du bailleur**

Le montant déterminant de l'offre évalué dans le critère d'adjudication n°1 « Prix » est le montant net forfaitaire HT, rabais et escompte inclus, offert par les candidats pour les 2 parties ci-dessous et mentionnées dans le § 3.19, à savoir :

**A compléter par le soumissionnaire et à reporter en page titre du présent document**

Libellé	Montants forfaitaires HT
Partie I - Planification et réalisation des prestations d'études, dossier d'exécution, réalisation de l'ouvrage et mise en service	CHF .....
Partie II – Suivi et optimisation des installations techniques du bâtiment pendant 2 ans dès réception	CHF .....
<b>Montant net total de l'offre HT = Montant déterminant pour le critère 1 Prix</b>	<b>CHF .....</b>

**Le détail du calcul de l'offre de l'ET est à fournir dans l'annexe R1.**

**6.3 Prestations des mandataires du MO****6.3.1 Prestations d'assistance du Maître d'ouvrage (BAMO)**

Le mandataire « Assistant du Maître d'ouvrage » est le bureau IEC SA de Lausanne. Il accompagnera le MO dans le processus de pilotage du développement et de réalisation du projet.

**6.3.2 Prestations d'architectes**

Le mandataire architecte du MO est Cad Design à Lausanne. Selon la table ci-dessous, il a été contracté par le MO :

- Pour réaliser les prestations d'avant-projet partiel, de demande d'autorisation et du suivi architecturale au nom du MO ;
- Pour l'assister lors du processus des réceptions, partielles et finales.

MO

Entreprise totale

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

4.31/4.32 Avant-projet / Projet	8%	100%
4.33 Demande d'autorisation	100%	
4.41/4.51 Appel d'offre ET / Contrat ET	100%	
4.41 Appel d'offres de sous-traitants		100%
4.51 Plans d'exécution		100%
4.51 Contrats d'entreprises		100%
4.52 Direction architecturale	(X)	100%
4.52 Direction des travaux		100%
4.53 Mise en service	(X)	100%
4.53 Documentation de l'ouvrage		100%
4.53 Direction des travaux de garantie		100%
4.53 Décompte final		100%

Légende : X = Prestations d'études fournies par les mandataires du MO jusqu'à la conclusion du contrat ET

(X) = Prestations de contrôles fournies par les mandataires du MO, pour le MO

X = Reprise de la responsabilité entière des études à 100%

X= Responsabilité entière de l'ET

## 6.3.3 Prestations des ingénieurs civil-structure et CVSE-MCR, expert AEAI et sécurité incendie

Selon la table ci-dessous,

- une fois le mandat ET attribué, les mandataires ingénieurs civil-structure et CVSE-MCR, fourniront uniquement des prestations d'assistance technique et de contrôle pour appuyer le MO.
- Ces mandataires ne fourniront aucune prestation pour l'ET.

La table ci-dessous indique la répartition des prestations à fournir.

	MO	Entreprise totale
4.31/4.32 Avant-projet / Projet	8%	100%
4.33 Demande d'autorisation	100%	
4.41/4.51 Appel d'offre ET / Contrat ET	100%	
4.41 Appel d'offres de sous-traitants		100%
4.51 Plans d'exécution		100%
4.51 Contrats d'entreprises		100%
4.52 Direction des travaux	(X)	100%
4.53 Mise en service	(X)	100%
4.53 Documentation de l'ouvrage		100%
4.53 Direction des travaux de garantie		100%
4.53 Décompte final		100%

Légende : Identique à celle du chapitre précédent.

Les prestations suivantes de contrôle sont fournies par les ingénieurs-conseils en appui au MO. Elles sont rémunérées par le MO :

- Contrôle de principe des plans d'exécution.
- Contrôle de la qualité de l'exécution.
- Contrôle des mises en service.
- Réception des installations.

#### **6.4 Prestations de l’ET construction modulaire**

**L’ET doit par conséquent s’entourer de l’équipe nécessaire de mandataires, spécialistes inclus afin de fournir ses prestations liées aux études et à la réalisation de cet ouvrage, projet d’ouvrage et projet d’exécution compris.**

**Elle devra en tenir compte dans son offre et les mandataires doivent prendre connaissance du cahier des charges. Des réserves ultérieures ne seront en aucun cas admises.**

### **7 MONTANT DE L’OFFRE ET CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT D’ET CONSTRUCTION MODULAIRE**

#### **7.1 Documents contractuels**

A titre indicatif, les documents contractuels, dans l'ordre de priorité, sont :

- les présentes conditions générales
- le dossier d’offres rendu par le candidat,
- le présent dossier de demande d’offres,
- le projet de contrat d’ET
- les lois, les ordonnances et les directives de la Confédération et du canton de Vaud en la matière.

#### **7.2 Contrat**

Le soumissionnaire adjudicataire doit tenir compte du fait que le MO n’acceptera aucune revendication sous prétexte de sous-évaluation ou omission de prestations, après la signature du contrat.

Le soumissionnaire adjudicataire ne pourra donc, en aucun cas, se prévaloir d’une lacune, d’un oubli dans la description de produit ou d’explications insuffisantes pour réclamer une plus-value, une augmentation de ses prix ou pour prétendre à être déchargée de ses responsabilités.

#### **7.3 Modalités de paiement**

L’intégralité des montants dus seront liés au plan de paiement déposé par le soumissionnaire, ou selon la variante choisie, selon le dossier d’offre déposé par le soumissionnaire. Ils seront payés à max. 30 jours.

La date de début du paiement des acomptes est celle du plan de paiement sous réserve de la signature du contrat et de l’obtention du permis de construire.

#### **7.4 Insolvabilité**

##### **Avant le début de la location :**

Le MO peut, à tout moment, résilier le contrat par simple notification au soumissionnaire adjudicataire, si celui-ci est en faillite ou devient insolvable.

La résiliation se fera sans indemnisation, sous réserve, toutefois, du droit du MO à des dommages et intérêts selon la phase durant laquelle (projet d’ouvrage, réalisation, mise en service) elle intervient.

#### **7.5 Cession des obligations**

Le soumissionnaire adjudicataire ne peut céder en totalité ou en partie à des tiers les obligations qu’il doit exécuter conformément au contrat, sans l’accord du MO.

#### **7.6 Dommages**

Le soumissionnaire retenu sera responsable de tout dommage causé aux bâtiments existants et aménagements au cours de la livraison, du montage et de la mise en place des pavillons.

Le soumissionnaire responsable des dégâts constatés devra prendre en charge les frais de remise en état. Au cas où la responsabilité pour un dommage ne pourrait pas être attribuée clairement à un soumissionnaire, la réparation du dommage sera répartie également entre tous les soumissionnaires présents sur place pour le mandat défini dans cet AO.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**7.7 Sous-traitance**

Après adjudication, une sous-traitance non mentionnée dans le dossier d'offres ne pourra être accordée sans le consentement du MO.

Le soumissionnaire adjudicataire répond de ses sous-traitants au même titre que s'il avait exécuté lui-même les prestations confiées aux dits sous-traitants. En cas de besoin, il n'appartient donc pas au MO de justifier qui a occasionné un défaut ou un dommage.

**7.8 Attestation d'assurance**

Ne s'applique pas.

**8 CAHIER DES CHARGES****8.1 Contexte, enjeux et objectifs**

Dans le cadre de sa planification scolaire, du développement de la commune de Duillier et de son cercle scolaire de l'Esplanade (AISE), le besoin de nouvelles classes nécessite la construction de ce nouveau bâtiment sur le site du pavillon existant afin de pallier au besoin croissant de salles de classes primaires.

Une démolition du pavillon existant sur la parcelle 339, d'une grange sur la parcelle 26 s'avère nécessaire vu les difficultés et limites d'accès à la parcelle.

**8.2 Normes et directives**

Sont valables tous les règlements, normes, directives, etc., en vigueur au moment de la remise de l'offre par l'ET.

Les conditions générales du Canton de Vaud s'appliquent en priorité.

Une attention particulière sera portée au respect de :

- toutes normes SIA relatives aux travaux engagés ;
- toutes recommandations de l'AEAI relatives à ce projet ;
- toutes recommandations de l'Etat de Vaud sur les constructions scolaires et sportives ;

Dans le cas où le produit offert ou son mode de fabrication et de montage devaient déroger à la légalisation ou aux normes en vigueur, le soumissionnaire est tenu d'en informer le MO dans son offre.

Le MO considère autrement que l'offre du soumissionnaire inclus les prestations nécessaires au respect de la législation et des normes applicables au lieu de situation de l'objet/du projet. Les normes SIA sont déterminantes en tant que conditions et règlements des prestations, notamment :

Les normes et recommandations SIA sont déterminantes en tant que conditions pour la planification et la réalisation de l'objet, installations techniques CVRS-E comprises, de même que toutes les directives des associations professionnelles et autres autorités s'y rapportant.

- 102 (2014) Règlement concernant les prestations et honoraires des architectes
- 103 (2014) Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils
- 108 (2014) Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs mécaniciens et électriciens
- 112 (2014) Modèles des prestations
- 112/1 Construction durable – bâtiment
- 118 (2013) Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction.
- 118/262 (2004) Conditions générales pour la construction en béton
- 118/263 (2004) Conditions générales pour la construction en bois
- 118/266 (2004) Conditions générales pour la construction en maçonnerie
- 118/267 (2004) Conditions générales pour la géotechnique

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

- 181 Protection contre le bruit dans le bâtiment
- 183 Protection contre l'incendie dans la construction
- 380/1 Energie dans le bâtiment
- 380/4 R95 Energie électrique dans le bâtiment
- 380/7 N85 Domaine des installations du bâtiment
- 381/1 R80 Caractéristiques des matériaux de construction
- 382/384/385 Installations techniques du bâtiment
- 410 R86 Désignation des installations du bâtiment, signes conventionnels
- 410/1/2 R81 Désignation des installations du bâtiment
- 430 Gestion des déchets de chantier
- 500 Construction sans obstacles
- D 093 " Canevas pour la déclaration des caractéristiques écologiques des produits de construction" selon la documentation

Autres prescriptions, directives et normes particulières ;

- Les prescriptions de la SUVA et du BPA
- Les prescriptions, normes, directives AEAI.
- Normes ECA Etablissement cantonal du feu.
- Directive concernant les accès, surfaces de manœuvres et d'appui pour les moyens d'intervention sapeurs-pompiers », FKS-CSSP-CSP 02/2015
- Loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant (LIE)
- OPB pour les émissions de bruit
- OPAIR pour les installations à combustion d'énergie fossile
- Ordonnance du 7 décembre 1992 sur l'inspection fédérale des installations à courant fort
- Ordonnance du 30 mars 1994 sur les installations électriques à courant faible
- Ordonnance du 30 mars 1994 sur les installations électriques à courant fort
- Ordonnance du 9 avril 1997 sur la compatibilité électromagnétique (OCEM)
- Ordonnance du 9 avril 1997 sur les matériels électriques à basse tension (OMBT)
- Ordonnance du 2 février 2000 sur la procédure d'approbation des plans d'installations électriques (OPIE)
- Ordonnance du 7 novembre 2001 sur les installations électriques à basse tension (OIBT)
- Ordonnance du DETEC du 15 mai 2002 sur les installations électriques à basse tension
- Normes édictées par l'Association Suisse des Electriciens (NIBT) et celles du distributeur l'électricité (PDIE).
- ORNI.
- Conditions générales de ventes et de livraisons éditées par SUISSETEC
- Prescriptions ou recommandations édictées par Swisscom.
- Norme SN 521500 construction adaptée aux personnes handicapée

Sur l'utilisation rationnelle de l'énergie.

- Sur la protection de l'environnement.
- Normes sur les installations à Basse Tension 2010 (NIBT 2010)
- Normes pour les tableaux électriques IEC/EN 60439
- Compatibilité électromagnétique IEC/EN 62040-2
- Sécurité IEC/EN 62040-1-2, EN 60950, IEC 60529
- Performances IEC/EN 62040-3
- Les normes SEV 4022 :2008 et SEV 4113 :2008 Systèmes de protection contre la foudre et terres de fondation.
- Prescription des distributeurs d'énergie (PDIE)
- Les normes SN pour les eaux usées
- Les directives communales pour le rejet des eaux pluviales
- SSIGE pour les appareils sanitaires
- Les prescriptions énergétiques du MOPEC II
- Directives SICC
- Les normes et recommandation Minergie

Si dans les divers textes, normes, directives, demandes, etc. il devait y avoir des contradictions ou des compléments, le soumissionnaire devra inclure dans ses prix les éléments considérés les plus restrictifs pour le MO.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**8.3 Structure du présent cahier des charges**

Le présent document est un cahier des charges organisé par CFC dont la structure est reprise dans l'Annexe R1 « Récapitulatif\_Offre\_ET » de manière à permettre à l'ET de remplir son offre.

Le descriptif détaillé par CFC est à reprendre dans les annexes de chaque mandataire, soit, architecte, ingénieurs CVS-MCR, ingénieur civil, ingénieur E.

Le présent cahier des charges ainsi que les annexes du dossier d'appel d'offres mentionnent parfois des quantités mais à titre indicatif. L'ET est responsable de vérifier ces quantités et/ou d'établir ses propres quantités par rapport aux plans fournis.

**8.4 Prestations fournies par le MO**

Le MO mettra à disposition de l'ET, un système de fondation en relation avec les données géologiques locales, avec les alimentations et évacuations nécessaires (+ 1.5 mètres sur niveau des fondations), selon informations à recevoir du fournisseur de container. Les raccordements seront exécutés par l'adjudicataire.

L'alimentation des services, effectuée depuis les installations existantes à proximité, fournira les EP, EU, EC, fibre optique et courant fort, point d'entrée localisé selon les informations du soumissionnaire.

L'aménagement de la surface de réception sera sous la responsabilité du MO, selon les indications statiques et physiques fournies par l'adjudicataire.

La procédure de mise à l'enquête sera faite en parallèle du présent appel d'offres.

L'ameublement et le mobilier CFC 9 ainsi que signalétique sont à charge du MO.

Les taxes, frais d'autorisation, assurance du MO, frais secondaires partiels sont pris en charges par le MO, mis à part les frais secondaires imputables directement à l'ET pour les prestations de sous-traitants.

Les frais d'énergie et de service sont pris en charge par le MO.

**8.5 Lieu de la prestation**

Le pavillon est à livrer à Duillier, parcelle 339, selon plan remis ([annexe 8.9](#)).

Un périmètre d'intervention obligatoire est mentionné. Le projet à remettre doit intégralement s'inscrire dans ce dernier (surface indicative selon plan remis en annexe). L'alignement de façade mentionné, doit être respecté et que les servitudes des voisins tel que droit de vue.

**8.6 Accès**

Les accès sont à prendre en compte pour l'établissement de l'offre. L'accès principal se faisant par la rue des Trois-Fontaines et/ou la rue Au Puis (accès privé).

Un parking temporaire pour les camions de livraison devra être planifié par l'adjudicataire et/ou un lieu de stockage temporaire éventuel pour les modules devra être organisé avec le MO.

Après démolition par le MO de la grange n°61, le MO mettra en place une piste d'accès au chantier pour la durée des travaux préparatoires et le montage des modules.

Une vision locale est vivement conseillée.

Les accès seront à maintenir en ordre pendant toute la durée des travaux. Une remise en état, selon existant, est exigée après la livraison.

Le soumissionnaire remettra avec son offre, l'installation de chantier prévue ainsi que les moyens mis en œuvre pour le montage et levage des modules.

**8.7 Parcelle**

La parcelle présente un léger dénivelé, et est à prendre en considération pour l'établissement de l'offre. Le bâtiment à prévoir sera implanté intégralement hors-sol.

Le périmètre impacté par les travaux de l'adjudicataire doit être remis en état brut par le soumissionnaire après la livraison et la reprise. Surface prête à être aménagée et ensemencée par le MO.

**8.8 Prestations à fournir**

Pour l'ensemble des descriptifs ci-dessous, les prestations à fournir comprennent :

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

- Pour le développement du projet, l'ensemble des prestations SIA 4.3 Etude de projet, 4.4 Appel d'offre et 4.5 Réalisation. Cela comprend entre autres également :
  - o Établissement du concept de protection incendie selon AEAI, études acoustiques et suivi du dossier par l'ingénieur sécurité feu.
  - o Toutes les phases SIA nécessaires de l'ensemble des mandataires de l'adjudicataire (les mandataires du MO ne s'occupent que de la fourniture des infrastructures d'alimentation et du système de fondation).
  - o Fourniture du dossier de convention d'utilisation aux mandataires du MO, pour leurs propres prestations.
  - o Bilan thermique.
- Toutes prestations techniques nécessaires jusqu'à la fin du mandat.
- Toutes prestations nécessaires jusqu'à la mise en service, afin de fournir et mettre en place les locaux décrit ci-dessous
- La fourniture des dossiers techniques nécessaires pour l'exploitation.
- Les échafaudages nécessaires selon normes en vigueur.
- Les bennes pour déchets, l'évacuation y compris taxes d'évacuations.
- Tous moyens de levage et de transports nécessaires.

**8.8.1 Typologie du pavillon**

- Le pavillon sera édifié sous forme de modules préfabriqués. L'architecture et la finition se doivent d'être conviviale, sans connotation "bureau de chantier".
- Le niveau de confort souhaité du point de vue physique du bâtiment et équipement, doit être similaire à une construction de type standard "en dure", avec un standard de finition "moyen de gamme".

**8.8.2 Descriptif général des locaux**

- Bâtiment unique sur 2 niveaux, comprenant le programme défini dans l'**annexe 03**.
- La liste exhaustive des locaux à fournir est donnée dans cette annexe et doit être respectée. Les surfaces indiquées étant soumises aux directives de l'ETAT de Vaud (DGEO)
- Le descriptif, la finition et les équipements pour chaque local est défini sur le plans et dans le descriptif de l'architecte
- Le programme comprend entre autres des salles de classes, UAPE, salle de dégagement, des locaux annexes, de logistiques ainsi que des sanitaires et des espaces de circulation. Le nombre, la surface ainsi que la localisation est indiquée dans les tableaux annexés.
- Toilettes garçons et filles adaptées aux enfants en bas âge
- Toilette Personne à Mobilité Réduite PMR, au rez.
- Local nettoyage (stockage, matériel de nettoyage, local technique)
- 1 local serveur à chaque niveau
- Circulation verticale intérieure par escalier (l'accès PMR n'est prévu qu'au rez)
- Hauteur vide étage **minimum = 270 cm selon les directives de la DGEO**
- Porte intérieure phonique, largeur minimum selon directives de la DGEO
- La nécessité de lumière naturelle, les dimensions seront en fonction des normes et recommandations scolaires en vigueur.
- Accès bâtiment, prévu pour personnes à mobilité réduite au rez.
- Un espace ouvert, couvert, inscrit dans le volume du pavillon, fera office d'interface d'accès (SAS) entre la circulation extérieure et la circulation intérieure.
- Système de fermeture "mise en passe clés programmables" à fournir type mécanique :
  - o Y compris cylindres et clés fourniture et pose à charge de l'ET
- Un accès à la toiture pour entretien, depuis l'intérieur du bâtiment, est demandé, y compris escalier escamotable.
- Une ligne de vie sur la toiture est exigée.
- Protection parafoudre selon législation.

**8.8.3 Descriptif technique**

Le bâtiment proposé respectera entre autres toutes normes et recommandations actuelles, dont (non exhaustif) :

- les directives techniques de l'Etat de Vaud, disponibles sous <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/communes/formation-jeunesse-culture-eglises/collaboration-etat-commune-pour-lecole-obligatoire/constructions-scolaires/>

---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

- le bâtiment répondra aux standard Minergie, sans labélisation.
- structure statique et parasismique ;
- isolation thermique pour le respect des normes actuelles (bilan thermique et documents officiels à fournir pour l'entreprise adjudicataire) ;
- phonique, acoustique ;
- qualité et intensité lumineuse.

## 8.9 Partie architecturale

### 8.9.1 Généralités

Le projet consiste en un bâtiment de 1'000 m<sup>2</sup> de SP, constitué de modules préfabriqués en bois et devant accueillir la nouvelle Ecole/UAPE de Duillier.

Le dossier de plan soumis ([annexes 8.9](#)) est à adapter aux modules du soumissionnaire, mais pour information c'est ce présent dossier de plans qui sera utilisé pour la mise à l'enquête qui se fera en parallèle du présent appel d'offres.

Les plans de projet, architecture, dimensions et organisations font partie intégrante de la proposition de l'entreprise totale.

L'ET joindra à son offre toutes les prestations de planification et d'exécution, un descriptif du matériel et des installations offertes, ainsi que des plans, détails et tous compléments utiles pour la compréhension et l'évaluation de la qualité technique de son offre.

Ce descriptif sera la base d'une partie du critère 3 qualité technique de l'offre pour l'évaluation du dossier d'offre.

L'offre comprendra tous les éléments nécessaires à la mise en service du bâtiment, tous les éléments de finitions nécessaires à l'achèvement pour obtenir un travail complètement terminé, selon les règles de l'art et avec des matériaux de qualité.

Le prix forfaitaire comprend toutes les prestations décrites dans le présent cahier des charges.

### 8.9.2 Compte Prorata

Aucun compte prorata n'est prévu par le MO. Tous les déchets sont à évacuer par l'adjudicataire et ses sous-traitants.

### 8.9.3 Typologie

Le bâtiment décrit dans le présent cahier des charges est d'environ 1'000 m<sup>2</sup>. Ce bâtiment est une construction préfabriquée en système modulaire à ossature bois (cellules spatiales tridimensionnelles à haut degré de préfabrication).

Les éléments de plancher, murs et plafond seront préfabriqués puis assemblés en usine pour former des modules. Ceci a pour objectif de limiter au maximum les interventions sur site et de permettre le déplacement du pavillon sur un autre site si nécessaire de manière économique et rapide. Le bâtiment pourra être remis en service après une dislocation sans perte qualitative.

Les dimensions extérieures du bâtiment sont contraintes par le site et l'implantation possible du bâtiment, les servitudes et droits de vue et ne peut y déroger.

Le bâtiment devra être accessible aux personnes à mobilité réduite.

La surface utile des salles de classe sera de 80 m<sup>2</sup> et l'UAPE de min. 220 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment est conçu pour des enfants des écoles primaires en bas âge.

La cuisine est prévue avec fourniture de repas permettant juste de les régénérer (fourniture des repas en liaison chaude).



## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

8.9.4 Programme

- 6 salles de classe (Surface min de chaque salle de classe : 80 m<sup>2</sup>) hauteur minimum sous plafond : min. 2.70 m
- 1 salle de sieste (Surface min de chaque salle de groupe : 40 m<sup>2</sup>)
- 1 salle de vie comprenant une cuisine de service. (Surface min : 150 m<sup>2</sup>)
- 2 blocs sanitaires enfants comprenant chacun 5 toilettes, et 3 lavabos, selon la législation en vigueur, un sanitaire enseignants et un sanitaire accessible aux personnes en situation de handicap.
- 1 local technique (Surface min : 10 m<sup>2</sup>)
- 1 local concierge pouvant accueillir un lave-linge et un sèche-linge, ainsi que le matériel de nettoyage. (Surface min : 8 m<sup>2</sup>)
- 1 espace d'entrée et de circulation accueillant les vestiaires (bancs et patères).
- 1 salle du personnel (Surface min : 10 m<sup>2</sup>)
- 1 bureau (Surface min : 10 m<sup>2</sup>)

8.9.5 Exigences pour la protection incendie

L'ET doit tenir compte dans son offre du concept de protection incendie pour la structure du bâtiment et l'ensemble du bâtiment, voies de fuites, établi par son propre expert AEAI.

8.9.6 Exigences énergétiques et thermiques

Le bâtiment devra répondre aux performances selon les exigences cantonales et fédérales en vigueur au moment de la réalisation du projet pour atteindre le standard Minergie sans labélisation.

La preuve du respect de ces exigences est de la responsabilité de l'ET. Un bilan thermique devra être établi et suivi.

L'enveloppe du bâtiment devra répondre au minimum aux valeurs U indiquées dans le présent cahier des charges. Le respect de cette exigence est de la responsabilité de l'ET. Ce dernier en fournira la preuve au plus tard lors de la mise à disposition de ses plans d'exécution pour validation.

8.9.7 Parois extérieures porteuses

Descriptif de la construction en bois, parois extérieures (composition de l'intérieur vers l'extérieur)

- Plaque de plâtre armé de fibres (min. 15mm)
- Pare-vapeur, sd > 100m
- Ossature bois isolée
- Plaque de plâtre armé de fibres (min. 15mm)
- Ecran de façade (pare-vent) résistant aux UV, noir
- **Valeur U = 0.18 W/(m<sup>2</sup>K) (à modifier selon bilan thermique)**
- Idem pour les parois non-porteuses de façade
- Tout renforcement nécessaire permettant la fixation des équipements scolaires et techniques.

8.9.8 Parois intérieures porteuses

Parois intérieures :

- Plaque de plâtre armé de fibres (min. 15mm)
- Ossature bois isolée
- Plaque de plâtre armé de fibres (min. 15mm)
- Protection des angles pour les enfants
- Tout renforcement nécessaire permettant la fixation des équipements scolaires et techniques.
- Intégration des prises et interrupteurs dans les parois
- Idem pour les parois non-porteuses intérieures
- Doublages pour installations sanitaires
- Plaque de plâtre armé de fibres (min. 15mm)
- Ossature bois isolée

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**8.9.9 Planchers**

Eléments de plancher (composition du haut vers le bas)

- Panneau de bois collé-cloué (min. 25mm)
- Ossature bois isolée
- Panneau de bois collé-cloué (min. 25mm)

Valeur U minimum = 0.20 W/(m<sup>2</sup>K) (à modifier selon bilan thermique ?)

**8.9.10 Escaliers**

Escalier intérieurs métalliques couleur à choix, marches en bacs acier avec remplissage et revêtement carrelage.

**8.9.11 Toitures**

Eléments de toiture plate (composition du haut vers le bas)

- Acrotère en bois
- Protection contre les intempéries et pour le transport
- Panneau de bois collé-cloué (min. 25mm)
- Ossature bois isolée
- Panneau de bois collé-cloué (min. 25mm)

Cette composition donnera une valeur U minimum = 0.15 W/(m<sup>2</sup>K) en prenant en compte l'isolation en toiture. (A contrôler selon le bilan thermique)

**8.9.12 Percements et gainages dans le gros-œuvre**

Sont compris tous les percements et gainages nécessaires y compris leur obturation, reliés aux prestations de l'ET décrites ici.

**8.9.13 Echafaudages**

Tous les échafaudages nécessaires pour le montage des modules et les travaux d'aménagements, y compris entretien et location, selon les prescriptions de la SUVA et les directives des autorités.

**8.9.14 Revêtements de façades – bardages**

Revêtement extérieur sur sous-construction ventilée en panneaux type Eternit ou équivalent, sur écran de façade type Stamisol noir.

Revêtement de façade ventilé selon proposition de l'ET. Les propositions seront évaluées et notées dans le cadre de l'évaluation qualitative des offres et devront être chiffrées dans les options ([annexe R1](#))

**8.9.15 Fenêtres**

Fenêtres en matière synthétique, dimensions selon plans du projet.

- Fenêtres en PVC blanc de qualité
- Vitrage isolant triple
- $U_w = 1,0 \text{ W/(m}^2\text{K)}$  (selon bilan thermique)
- Tablettes de fenêtres en alu éloxé naturel
- Une partie ouvrable pour le nettoyage
- Une partie oscillo-battante
- Situation, dimensions et ouverture selon plans du projet
- Verres translucide dans les toilettes

Option fenêtres bois-métal à chiffrer dans les options ([annexe R1](#))

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

8.9.16 Portes extérieures

Portes extérieures en métal, serrure de sécurité RC2 trois points.

Cadre en aluminium thermolaqué, teinte à choix du MO

- Verres isolants selon bilan thermique et règles de sécurité en vigueur
- Poignées antipaniques, ferme porte
- Dimensions et ouverture selon plans du projet

Les cylindres de porte seront livrés et posés par le MO, l'ensemble des portes extérieures doivent être munies de serrures pour des cylindres de ce type mécanique mis en passe. L'ET transmettra les données techniques et dimensionnelles des cylindres pour la mise en passe et la commande.

8.9.17 Protections solaires

Stores à lamelles électriques

- Stores à lamelles motorisés type VR90, couleur selon collection standard
- Guides en alu éloxé naturel
- Caissons de stores isolés et intégrés dans l'épaisseur de la paroi

8.9.18 Toitures plates

Ferblanterie complète en Zn-Ti

Couverture (composition du haut vers le bas)

- Étanchéité EPDM et revêtement de protection, végétalisation
- Isolation de toiture résistante à la compression avec pente intégrée min 1,5%
- Pare-vapeur / étanchéité provisoire
- Descentes eaux pluviales en façade et dégorgeoirs en toiture
- Raccordement des descentes d'eaux pluviales au réseau existant
- Système de sécurité complet (ligne de vie ou autre) utile à l'entretien de la toiture
- Accès en toiture avec escalier escamotable

8.9.19 Cloisons fixes

Séparation de cabines de WC sur pied en panneaux stratifiés avec serrure libre/occupé, porte et couleur selon collection standard, patère porte-habits.

8.9.20 Portes intérieures

Portes intérieures en bois :

- **Portes coupe-feu des circulations** : portes intérieures doubles coupe-feu en panneaux bois avec vitrage, résistance coupe-feu EI30, huisseries métalliques thermolaqué couleur à choix, env. 2.1 m de hauteur et 1.8 m de vide de passage.
- **Salles de vie et bureau** : portes intérieures en panneaux de particules pleins env. 40mm, en plaquées stratifié couleur à choix, huisserie métallique thermolaquée couleur à choix, env. 2.1 m de hauteur et 1.0 m de vide de passage. Seuil type Planet
- **Salles de classe** : portes intérieures en panneaux de particules plein env. 40mm, plaquées stratifié, huisserie métallique thermolaquée, env. 2.1 m de hauteur et 1.0 m de vide de passage. Seuils Planet respect des normes phoniques selon directives cantonales
- **Accès sanitaires** : portes intérieures en panneaux de particules plein env. 40mm, plaquées stratifié, huisserie métallique thermolaquée, env. 2.1 m de hauteur et 0.9 m de vide de passage.
- **Local technique** : porte intérieure en panneaux de particules plein env. 40mm, plaquée stratifié, huisserie métallique thermolaquée, env. 2.1 m de hauteur et 0.9 m de vide de passage, EI30, ferme-porte et système de verrouillage.
- Couleur à choix selon standard de l'ET.

L'ensemble avec garniture type Glutz ou équivalent, inox brossé mat comprises.

Les cylindres de porte seront livrés et posés par le MO, l'ensemble des portes intérieures doivent être munies de serrures pour des cylindres de type DormaKaba.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**8.9.21 Revêtements de sol finis**

- Revêtement de sol type Linoleum 2.5 mm, y compris travaux préparatoires incl. pour les marches des escaliers ;
- Plinthes en PVC, hauteur de 60mm, collées ;
- Locaux humides carrelage 30/30 mm prix catalogue 45 CHF/m2 HT (Sanitaires, locaux techniques, cuisines).

**8.9.22 Revêtements de parois finis**

- Lissage des plaques de plâtre, revêtements type scandatex, 2 couches de peinture dispersion, blanche matte, lavable, dans toutes les salles et circulations, couleurs à choix.
- salles humides (sanitaires, locaux techniques, cuisine) faïences 20/20 cm, prix catalogue 50 CHF/m2 HT y compris jointoyage, couleurs à choix, joints d'étanchéité.

**8.9.23 Agencement cuisine UAPE (régénération)**

Fourniture et pose d'une cuisine, type régénération selon plan, comprenant ;

- Lave-vaisselle, 2 éviers avec batterie, 1 réfrigérateur, 1 congélateur, plaques de cuisine de qualité semi-professionnelle, 1 four semi-industriel ;
- Un plan de travail inox ;
- Les meubles sont en inox pour cuisine semi-professionnelle ;
- Si nécessaire, l'ET s'attachera les services d'un spécialiste cuisine, inclus dans l'offre.
- Meuble de service entre murs, sur toute la longueur, à définir selon proposition de l'adjudicataire, à inclure dans l'offre.

**8.9.24 Prestations complémentaires**

Toutes les ouvertures et les obturations dans les aménagements intérieurs sont comprises pour les prestations de l'ET décrites ici.

Calfeutrage coupe-feu : obturation et isolation coupe-feu des installations nécessaires par l'ET.

Un nettoyage complet est à prévoir pour la réception de l'ouvrage, inclus dans l'offre. L'ET et ses sous-traitants évacuent tous leurs déchets, y compris le payement des taxes de décharges.

Un dossier de révision mis à jour, en bonne et due forme, sous format papier (2 exemplaires) et numérisé (1 exemplaire, sera transmis au MO sous une forme lisible, compréhensible, y compris tous les plans PDF et DWG, fichiers sources, Rapports OIBT, Protocoles de réception de l'ET.

L'ET procédera à un état des lieux avant le début du montage des modules.

**Sécurité, concept incendie seront développés par l'entreprise adjudicataire et son spécialiste AEAI avec un concept final qui fera partie intégrante du dossier de révision.**

**8.10 Partie Ingénieur Civil**

Cf. dossier techniques de l'ingénieur civil ([annexes 8.10](#))

**8.11 Physique du bâtiment**

Ces prestations et ce concept seront pris en charge et développées par l'adjudicataire avec ces mandataires spécialistes en tenant compte des directives et lois en vigueur, par exemple :

- loi vaudoise sur l'énergie et son règlement d'application (LVLEne et RLVLEne)

#### **8.12 Installations électriques**

Cf. dossier technique de l'ingénieur électricien ([annexe 8.12](#))

#### **8.13 Installations CVS-MCR**

Cf. dossier techniques de l'ingénieur CVS -MCR ([annexe 8.13 et 8.14](#))

##### **8.13.1 Options**

Dans le cadre de l'exécution, le MO pourrait activer certaines options. Le soumissionnaire doit fournir le prix de ces dernières en CHF HT dans l'annexe R1.

##### **8.13.2 Planning des travaux**

L'entreprise remettra avec son offre un planning des travaux, tenant compte des délais indiqués et du fait que le dépôt d'enquête ne pourra être établi que sur la base du projet remis par l'entreprise.

Elle tiendra compte des délais usuels pour le dépôt du dossier d'autorisation, ainsi que des durées nécessaires pour décision/adjudication du MO.

## Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**ANNEXE P1 (adapté) : ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR**

En signant ce document, le candidat ou le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il respecte toutes les conditions ci-dessous et qu'il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'adjudication et pendant la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat. Par sa signature, le candidat ou le soumissionnaire s'engage également à vérifier que ses sous-traitants directs les respectent aussi.

Si le candidat ou le soumissionnaire ne peut pas ou ne pourra pas respecter l'une ou l'autre des conditions, il devra se justifier par courrier dans le même délai fixé pour le dépôt du dossier ou de l'offre.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du candidat ou du soumissionnaire de la procédure ou la résiliation du contrat en cours d'exécution du marché.

**L'adjudicateur se réserve le droit d'exiger, à tout moment et dans un délai de 10 jours, l'une ou l'autre attestation ou preuve, voire la totalité des attestations et preuves, notamment auprès du soumissionnaire pressenti pour être l'adjudicataire du marché.**

Conditions	Documents ou attestations qui peuvent être requis
<b>Profil du soumissionnaire correspondant à la nature du marché mis en concurrence</b>	Copie de l'extrait du registre du commerce, preuve de l'inscription sur un registre professionnel reconnu officiellement ou copie du diplôme professionnel, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition.
<b>Intégrité sociale et fiscale du soumissionnaire</b>	Attestations du paiement des cotisations sociales (AVS, AI, APG, AC, AF, LPP ou équivalents), preuves cotisations assurance RC + assurance-accident, attestations fiscale d'entreprise, et fiscale à la source pour le personnel étranger, preuve assujettissement TVA, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition. Tout document permettant d'attester la solvabilité financière de l'entreprise ou du bureau. Les organes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau doivent pouvoir prouver qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave. Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS et fiscale, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident et de l'assujettissement à la TVA qui, en outre, prouvent leur statut d'indépendant. Eventuellement attestation multi pack.
<b>Respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs</b>	Preuve de la signature d'une Convention collective de travail (CCT) ou d'un contrat type de travail (CTT) applicable au lieu d'origine (lieu d'exécution pour le canton de Genève), ceci en rapport avec le marché mis en concurrence ou engagement à en respecter les conditions auprès d'un organisme officiel du lieu d'exécution, en particulier pour les candidats et soumissionnaires étrangers, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, sur simple réquisition.
<b>Egalité de traitement entre hommes et femmes</b>	Engagement à respecter les dispositions légales relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en matière d'égalité salariale. La loi fédérale sur l'égalité (LEg) interdit concrètement toute discrimination professionnelle en général, et salariale en particulier.
<b>Respect des prescriptions fédérales et cantonales de la législation sur la protection de l'environnement</b>	Engagement à respecter les dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte contre les nuisances sonores, la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets.
<b>Respect des conditions du critère 4 « Organisation de base du candidat »</b>	Engagement du soumissionnaire à vérifier que ses sous-traitants (bureaux et entreprises) répondent aux points : a) Organisation, qualité des sous-traitants pour satisfaire les exigences du client, b) Contribution des sous-traitants à la composante sociale du développement durable c) Contribution des sous-traitants à la composante environnementale du développement durable, de la même manière que lui pour la ou les parties qui les concernent

Date :

Signature(s) \* :

---



---

\* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**ANNEXE P4 (adapté) : CARACTÉRISTIQUES DU SOUMISSIONNAIRE****CARACTÉRISTIQUES DU CANDIDAT OU DU SOUMISSIONNAIRE**

*(le candidat ou le soumissionnaire doit répondre de manière précise aux demandes d'information ci-dessous en se conformant aux exigences des documents d'appel d'offres.)*

<b>Raison sociale de l'entreprise totale :</b>			
- Nom et prénom de la personne de contact :			
- Adresse complète :			
- Tél. :	Fax :	E-Mail :	
- Statut juridique de l'entreprise ou du bureau : <input type="checkbox"/> Raison individuelle <input type="checkbox"/> Srl <input type="checkbox"/> SA <input type="checkbox"/> SNC <input type="checkbox"/> Autre :			
- Part du marché en % incombant à l'entreprise pilote (à remplir seulement si association d'entreprises ou de bureaux ou pool pluridisciplinaire) :      %			
- Prestations qui seront exécutées par l'entreprise pilote (à remplir seulement si association d'entreprises ou de bureaux ou pool pluridisciplinaire) : - -			

\* En cas d'adjudication à une association d'entreprises ou de bureaux, ou à un pool pluridisciplinaire, le pilote est le garant des bons rapports entre associés et est le représentant principal de cette association vis-à-vis de l'adjudicateur.





Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**ANNEXE Q2 ORGANISATION INTERNE DU SOUMISSIONNAIRE**

(Attention, il convient de ne pas confondre la présentation de l'organisation interne du soumissionnaire ou candidat qui fait l'objet de la présente demande, avec la présentation de l'organisation proposée pour l'exécution du marché, spécifique à chaque cas, et qui fait l'objet, le cas échéant, de la demande de l'annexe R8)

Nom ou raison sociale de l'entreprise :

Nous vous demandons de fournir sur un document annexé (maximum 1 page A3 recto) l'organigramme de **votre organisation interne** avec désignation :

- ⇒ **de vos domaines d'activités,**
- ⇒ **des différents secteurs,**
- ⇒ **des personnes responsables (direction générale et direction des différents secteurs),**
- ⇒ **des personnes qui peuvent engager la société par leur signature,**
- ⇒ **des liens hiérarchiques en vigueur entre ces personnes.**

***Le document remis en annexe doit porter la mention Q2 et votre nom ou raison sociale.***

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**ANNEXE Q3** CONCEPT SANTE, HYGIENE ET SECURITE AU TRAVAIL DE L'ENTREPRISE

Nom ou raison sociale de l'entreprise :

**Possédez-vous un Plan d'hygiène et sécurité (PHS) propre à votre fonctionnement interne :**

☐ **OUI**      ☐ **Type :** \_\_\_\_\_ *(preuve à remettre en annexe)*  
☐ **NON**

En cas de réponse négative, nous vous demandons de présenter sur maximum 4 pages A4 ci-dessous votre concept interne d'hygiène et sécurité en rapport avec les exigences légales, à savoir principalement :

⇒ les dangers spécifiques propres à votre activité ainsi que leur maîtrise :

---

---

---

---

---

---

---

---

⇒ les mesures prévues pour éditer et diffuser le concept d'hygiène et sécurité :

---

---

---

---

---

---

---

---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

⇒ les mesures prévues pour mettre en œuvre et adapter le concept d'hygiène et sécurité :

---

---

---

---

---

---

---

---

⇒ les mesures prévues pour le contrôle de l'application du concept d'hygiène et sécurité :

---

---

---

---

---

---

---

---

**ANNEXE Q8 RÉFÉRENCES**

Nom ou raison sociale de l'entreprise :

Le candidat ou le soumissionnaire doit fournir **2 références EN ENTREPRISE TOTALE**, si possible :

- qui sont en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité, d'importance et de type de construction ;
- qui démontrent l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- qui sont achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées ;
- qui reflètent le même type d'organisation et de connaissances des normes et directives exigées pour le marché à exécuter.

**Le candidat fournira en annexe une fiche complémentaire explicative  
d'une page A4 par référence**

---

**REFERENCE N°1**

NOM OU RAISON SOCIALE DU CLIENT :

NOM ET PRENOM DE LA PERSONNE DE CONTACT :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

---

- **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

---

- **MARCHÉ EXÉCUTÉ EN ENTREPRISE TOTALE**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF ou Euro ou \$

Début et fin de l'exécution du marché (par ex : 11.02.01/11.02.04) :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale  
☐ Entreprise ou fondation de droit public  
☐ Economie mixte (privé / public)  
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Référence qui démontre des compétences appliquées en matière de protection de l'environnement (eau, air et sol), d'utilisation des énergies renouvelables, d'écologie et de recherche de performances énergétiques, ainsi que des expériences d'application des préceptes écologiques et du développement durable : ☐ OUI ☐ NON

Si oui à la question précédente, décrivez les mesures et/ou les compétences appliquées :

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**REFERENCE N°2**

NOM OU RAISON SOCIALE DU CLIENT :

NOM ET PRENOM DE LA PERSONNE DE CONTACT :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

---

**• OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

---

**• MARCHÉ EXÉCUTÉ EN ENTREPRISE TOTALE**

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF ou Euro ou \$

Début et fin de l'exécution du marché (par ex : 11.02.01/11.02.04) :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale  
☐ Entreprise ou fondation de droit public  
☐ Economie mixte (privé / public)  
☐ Client privé (*particulier, entreprise ou fondation de droit privé*)

Référence qui démontre des compétences appliquées en matière de protection de l'environnement (eau, air et sol), d'utilisation des énergies renouvelables, d'écologie et de recherche de performances énergétiques, ainsi que des expériences d'application des préceptes écologiques et du développement durable : ☐ OUI ☐ NON

Si oui à la question précédente, décrivez les mesures et/ou les compétences appliquées :

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**ANNEXE R1** : Liste des prix unitaires et options

Voir fichier Excel annexé.

**ANNEXE R6 : PLANIFICATION DES MOYENS**

Le soumissionnaire doit indiquer ci-dessous ou sur un document annexé portant la mention R6, les **moyens humains et matériels** (sur une liste annexée et si cela apporte une valeur ajoutée à son offre) qu'il propose de mettre en place pour exécuter le marché en conformité avec les exigences, les objectifs et les échéances principales.

Il proposera également ci-dessous, ou sous la forme d'un document annexé, **la durée totale et un planning détaillé d'intention** où il fera apparaître le détail des phases d'exécution du marché avec le nombre de personnes prévues par phase.

**1) Mention des 3 Personnes-clés :**

NOM et prénom	Date de naissance	Fonction (pour l'exécution du marché)	Disponibilité (%)
			%
			%
			%

**2) Moyens matériels****3) Planning**

Le soumissionnaire présentera :

- ⇒ un planning des phases études (y compris la fin de la procédure d'autorisation de construire) et réalisation, mentionnant l'enchaînement des tâches, intégrant les jalons décisionnels ainsi que le processus de réception de l'ouvrage ;
- ⇒ le plan de contrôle des délais spécifique au projet et des mesures qui seront mises en place en cas de conclusion du contrat.
- ⇒ le nom et les références de la personne responsable de la gestion des délais, son estimation d'engagement sur le projet.

## **ANNEXE R8 : RÉPARTITION DES TÂCHES ET DES RESPONSABILITÉS**

*(Attention, il convient de ne pas confondre la présentation de l'organisation prévue pour l'exécution du marché, qui fait l'objet de la présente demande, avec la présentation de l'organisation interne spécifique à l'entreprise et qui fait l'objet, le cas échéant, de la demande de l'annexe Q2)*

**Nous vous demandons de fournir sur un document annexé (maximum 1 page A3 recto) l'organigramme opérationnel prévu pour l'exécution du marché. Celui-ci doit être en adéquation avec les exigences et objectifs du marché, mais également avec l'organisation de l'adjudicateur. L'organigramme devra faire apparaître clairement :**

- ⇒ *les noms des principaux intervenants (personnes-clés),*
- ⇒ *la répartition des tâches et des responsabilités,*
- ⇒ *les liens hiérarchiques,*
- ⇒ *le pouvoir décisionnel*

**Le document remis en annexe doit porter la mention R8 et votre nom ou raison sociale.**

**Préciser comment les prestations de services, notamment celles dues selon les règlements SIA 102, 103 et 108, sont couvertes.**



Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**ANNEXE R9 : QUALIFICATIONS DES PERSONNES CLÉ****FONCTION DE LA PERSONNE CLÉ N°1 :****Prière de joindre le CV de la personne clé**

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience : ans

Formation(s) spécialisée(s) : -

- Langue(s) parlées et écrites avec niveau :

- Français ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible- Allemand ☐ Bon ☐ Moyen ☐ FaibleExpérience en management de projets : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en management de la qualité : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience MSST et/ou PHS : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience d'encadrement du personnel : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en tant que Maître d'ouvrage : ☐ NON ☐ OUI ans

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---



---



---



---

Référence 2 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---



---



---



---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**FONCTION DE LA PERSONNE CLÉ N°2 :**  
**Prière de joindre le CV de la personne clé**

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience : ans

Formation(s) spécialisée(s) : -

- Langue(s) parlées et écrites avec niveau :

- Français ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible- Allemand ☐ Bon ☐ Moyen ☐ FaibleExpérience en management de projets : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en management de la qualité : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience MSST et/ou PHS : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience d'encadrement du personnel : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en tant que Maître d'ouvrage : ☐ NON ☐ OUI ans

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---



---



---



---

Référence 2 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---



---



---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**FONCTION DE LA PERSONNE CLÉ N°3 :**  
**Prière de joindre le CV de la personne clé**

Nom et prénom de la personne clé :

Lieu et date de naissance :

Formation de base avec années d'expérience : ans

Formation(s) spécialisée(s) : -

- Langue(s) parlées et écrites avec niveau :

- Français ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible- Allemand ☐ Bon ☐ Moyen ☐ FaibleExpérience en management de projets : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en management de la qualité : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience MSST et/ou PHS : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience d'encadrement du personnel : ☐ NON ☐ OUI ansExpérience en tant que Maître d'ouvrage : ☐ NON ☐ OUI ans

Référence 1 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---

---

---

---

Référence 2 :

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone ou mail :

Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : du au

Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

---

---

---

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

---

**ANNEXE R10 : MODE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ FACE AUX EXIGENCES ET CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES**

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur la ou les mesures que le soumissionnaire propose pour répondre aux exigences et contraintes particulières du marché. Les mesures doivent permettre de réduire les nuisances et protéger l'environnement, ceci dans le respect des normes en vigueur en matière de défense de l'environnement (SIA 431, SN 640581/2/3, etc.).

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, la pertinence et l'opportunité des mesures proposées. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une audition ultérieure.

**Pour rappel les contraintes et/ou exigences particulières sont :**

1. Gestion de l'accès au chantier et du montage des modules
2. Service après-vente (SAV) du soumissionnaire
3. Gestion des éventuels sous-traitants locaux ?

**Veillez répondre aux questions suivantes :**

1. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour répondre à la contrainte n°1 ?
2. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour répondre à la contrainte n°2 ?
3. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour répondre à la contrainte n°3 ?

**Ces mesures seront-elles décrites dans un PHS \* ou un PAQ \*\* ?** ☐ OUI ☐ NON

\* Plan d'hygiène et sécurité

\*\* Plan d'assurance qualité

**Modalités de réponse :**

- Maximum 1 page A4 recto par réponse.
- D'éventuelles copies d'un concept d'exécution, de schémas ou d'exemples de méthodes de travail, tirés de plans d'assurance qualité d'autres projets, peuvent être jointes aux réponses.
- Chaque annexe doit porter la mention R10, le nom ou la raison sociale du soumissionnaire et l'intitulé de la question.

**ANNEXE R13 : DOSSIER TECHNIQUE POUR L'EXECUTION DU MARCHE**

Les différentes demandes de cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur l'esquisse de solution face à un aspect particulier du cahier des charges que le soumissionnaire s'engage à mettre en place en cas d'exécution du marché.

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, la pertinence et l'opportunité de l'esquisse de solution, mais également son caractère économique et durable. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une audition ultérieure.

L'adjudicateur demande aux soumissionnaires de développer et/ou de résoudre les aspects suivants du cahier des charges :

- Dossier de plans, coupes et élévations à l'échelle 1/100 minimum, permettant d'appréhender le volume, l'organisation, les circulations intérieures et les ouvrants (fenêtres et portes).
- Descriptif technique du type de construction proposée.
- Matérialisation des surfaces proposées (sol, mur et plafond)
- Caractéristiques thermique, phonique et feu des éléments constitutifs principaux (façades, sol, toiture, dalle, portes, fenêtres)
- Descriptif des installations techniques CVSE
- Plans des installations de chantier, pour la livraison et mise en œuvre des modules
- Planning intentionnel

**ANNEXE R14 : DEGRÉ DE COMPRÉHENSION DU CAHIER DES CHARGES**

Les réponses du soumissionnaire aux questions ci-dessous permettront de déterminer son degré de compréhension du cahier des charges et en particulier des prestations à exécuter. Elles doivent démontrer la pertinence de sa réflexion et de son approche des difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché, en tant que professionnel. Les réponses peuvent faire l'objet d'un approfondissement par des questions complémentaires lors d'une éventuelle audition.

Il appartient à l'adjudicateur d'établir un cahier des charges complet et précis à même d'obtenir des offres adéquates, vérifiables et comparables. En conséquence, il n'appartient pas au soumissionnaire de relever toutes les erreurs, manquements ou libellés inutiles. Toutefois, l'adjudicateur prendra en compte les remarques et prises de position ci-dessous, pour autant qu'elles soient pertinentes, pour noter favorablement le soumissionnaire. Dans le même sens, le fait que le soumissionnaire ne relève pas des manquements, des erreurs ou des libellés inutiles n'enlève pas la responsabilité de l'adjudicateur. Ce dernier ne peut donc pas porter ultérieurement sur le soumissionnaire adjudicataire la responsabilité de ses propres erreurs ou oublis.

En cas de remarques ou prises de position pertinentes, elles seront discutées après l'adjudication en vue de la conclusion du contrat.

Veillez répondre aux questions suivantes (maximum 10 lignes par réponse) :

1. Selon vous, quelle est la difficulté principale que vous risquez de rencontrer lors de l'exécution du marché :

**Réponse :**

2. Selon vous, quel est le point faible du cahier des charges qui nécessite d'être clarifié :

**Réponse :**

3. Selon vous, que manque-t-il dans le cahier des charges pour exécuter le marché en bonne et due forme :

**Réponse :**

4. Selon vous, quel est l'objectif principal à atteindre pour satisfaire en premier lieu l'adjudicateur :

**Réponse :**

Appel d'offres pour des prestations de construction type modulaire

**ANNEXE R15 : ANNONCE DES SOUS-TRAITANTS \***

*Par sa signature sur le dossier d'appel d'offres, le soumissionnaire confirme qu'il a informé ses sous-traitants des conditions de participation, des exigences de la procédure d'appel d'offres et des conditions générales et particulières d'exécution du marché, ainsi que des conditions de vérification dont ils peuvent faire l'objet.*

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

**L'adjudicateur demande que le soumissionnaire annonce ci-dessous :**

☒ Les bureaux ou entreprises sous-traitantes, nécessaires sur le lieu d'exécution du marché selon les indications du § 3.11.

<b>Raison sociale du sous-traitant :</b>	<b>Architecte</b>
Adresse complète :	
Activité(s) prévue(s) sur le marché :	
Part de sous-traitance par rapport à l'ensemble du marché : %	

<b>Raison sociale du sous-traitant :</b>	<b>Ingénieur civil</b>
Adresse complète :	
Activité(s) prévue(s) sur le marché :	
Part de sous-traitance par rapport à l'ensemble du marché : %	

<b>Raison sociale du sous-traitant :</b>	<b>Ingénieur CVS</b>
Adresse complète :	
Activité(s) prévue(s) sur le marché :	
Part de sous-traitance par rapport à l'ensemble du marché : %	

<b>Raison sociale du sous-traitant :</b>	<b>Ingénieur électricité</b>
Adresse complète :	
Activité(s) prévue(s) sur le marché :	
Part de sous-traitance par rapport à l'ensemble du marché : %	

<b>Raison sociale du sous-traitant :</b>	<b>Ingénieur Sécurité Feu</b>
Adresse complète :	
Activité(s) prévue(s) sur le marché :	
Part de sous-traitance par rapport à l'ensemble du marché : %	

Tableau à dupliquer en fonction du nombre de sous-traitants.

**ANNEXE Z1: MARGE ENTREPRISE TOTALE POUR LES MODIFICATIONS DE PROJET****1) MARGE ENTREPRISE TOTALE POUR LES MODIFICATIONS DE PROJET**

Sont considérées comme nécessaires, les modifications dues aux cas de force majeure ou autres circonstances non imputables à l'ET, notamment en raison de nouvelles prescriptions et instructions légales et administratives, de nouvelles ordonnances judiciaires et de police s'étant manifestées à une date qui ne permettait pas de les prendre en compte pour l'élaboration de l'offre de l'ET ou celle, postérieurement du permis de construire.

Par ailleurs, le MO a le droit d'exiger, en tout temps, des modifications par rapport à l'exécution fixée dans la partie technique du contrat.

Les demandes de modifications sont à communiquer le plus tôt possible à l'ET qui présentera au MO dans un délai à convenir son offre.

Chaque offre devra présenter :

- Un engagement ferme concernant l'incidence sur les délais.
- Un descriptif de la modification
- Un décompte par CFC\*\*\* (*trois chiffres*) des travaux
- Un prix global correspondant à la somme du coût des travaux augmentés de        % pour rémunérer forfaitairement les honoraires, garanties et autres marges de l'ET et de ses mandataires. Ce pourcentage ne pourra pas cependant être supérieur à 15%.
  
- Cas n°1 – 100% du pourcentage : Ce pourcentage est dû en totalité pour autant que la modification de projet se trouve en phase d'exécution.
- Cas n°2 – 70% du pourcentage : Ce pourcentage sera diminué de 30% pour autant que les plans d'exécutions liés à cette modification de projet n'aient pas encore été validés par le MO.
- Cas n°3 – 0% du pourcentage : Ce pourcentage sera ramené à 0.00% pour une modification simple par exemple de suppression de travaux n'ayant pas d'influence sur le reste du projet.